

**Zeitschrift:** Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse  
**Herausgeber:** Union syndicale suisse  
**Band:** 75 (1983)  
**Heft:** 1

**Buchbesprechung:** L'asile suisse

**Autor:** Aeschbach, Karl

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 10.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# L'asile suisse

*La question de l'accueil des réfugiés est l'une des plus aiguës qui se posent aujourd'hui à la Suisse. Ces dix dernières années, le nombre des demandes d'asile a quadruplé, ainsi que le budget de la Confédération dans ce domaine.*

*Dans le même temps, le chiffre des réfugiés acceptés n'a «que» doublé et la masse des dossiers en attente est devenue considérable, amenant une politique officielle dissuasive, avec l'ouverture de camps gérés par la Croix-Rouge.*

*Le Tamis helvétique est donc un livre\* qui vient à son heure. Il apporte des informations indispensables (historique de la politique suisse d'asile, statistiques, analyse du statut juridique du réfugié, etc.), regroupées pour la première fois. Mais le livre comporte aussi une approche critique des fondements de la politique d'asile actuelle, par rapport notamment à la politique étrangère et à la politique d'immigration.*

*Marie-Claire Caloz-Tschopp, Valaisanne et assistante sociale, a vécu cinq ans en Colombie. Elle en est revenue au moment de l'exil des réfugiés latino-américains. Depuis son retour, elle a été formatrice à l'Ecole d'études sociales et pédagogiques de Lausanne et collabore avec divers mouvements de solidarité. Elle était donc particulièrement qualifiée pour mener cette étude, dans le cadre d'Information Tiers-Monde (13M), et réaliser ce livre qui sera un instrument précieux pour tous ceux que préoccupe la question des réfugiés – et pour les réfugiés eux-mêmes. Karl Aeschbach, secrétaire de l'Union syndicale suisse, a préfacé l'ouvrage:*

Nous avons l'habitude de considérer la Suisse comme une île bienheureuse que la plupart des problèmes contemporains n'atteignent pas ou alors sous une forme très atténuée. On observe aussi cette attitude à l'égard des groupes de personnes dont traite le présent volume: les «vrais» et les «faux» réfugiés, les travailleurs «au noir», les immigrants du Tiers Monde qui, par diverses voies, cherchent un asile dans les pays industrialisés d'Europe.

Des informations inquiétantes nous parviennent des pays voisins: depuis la Deuxième guerre mondiale, l'Autriche est en permanence submergée de réfugiés de l'Est. En Allemagne fédérale, la résistance opposée à l'afflux des demandes d'asile croît en proportion du chômage indigène. La France s'efforce de régulariser la situation des travailleurs illégaux, principalement ressortissants des anciennes colonies d'Afrique du Nord. Et même l'Italie, réservoir traditionnel d'émigrants, se voit confrontée

\* Marie-Claire Caloz-Tschopp, *Le Tamis helvétique – Des réfugiés politiques aux «nouveaux réfugiés»* (Editions d'en bas, case postale 304, 1017 Lausanne 17, Fr. 21.-)

depuis quelques années à des centaines de milliers d'immigrants venus du Tiers Monde; leur présence est généralement illégale, ils occupent les derniers rangs de la hiérarchie sociale.

Notre Suisse bien protégée semble à l'abri de tous ces problèmes, du moins dans leur forme aiguë. Cependant, Marie-Claire Caloz-Tschopp montre qu'ils existent bel et bien, même si c'est sous des formes cachées. Elle pousse l'analyse de la politique d'asile présente et passée au-delà des frontières de la seule problématique des réfugiés. En établissant des relations entre notre politique d'asile, notre politique d'immigration en général et notre attitude face au Tiers Monde, elle démantèle un cloisonnement artificiel et fait apparaître les problèmes sous un jour nouveau. C'est une caractéristique du pragmatisme helvétique, du reste, que de segmenter les problèmes et de conduire une politique sectorielle en délaissant les vues d'ensemble. (D'où le besoin de «conceptions globales» qui se fait sentir dans divers domaines). En montrant l'absence d'une telle conception globale pour ce qui touche les effets humains de notre politique concernant les étrangers et les réfugiés, Marie-Claire Caloz-Tschopp ouvre un important débat. Son livre, au-delà des questions qu'il aborde, met en cause l'ensemble de la politique suisse à l'égard des réfugiés. Il ne propose pas au lecteur des solutions toutes faites, mais l'invite à réfléchir, à repenser l'ensemble du problème. Celui qui accepte ce défi lira ce volume avec intérêt voire passion, précisément parce qu'il soulève quantité de questions controversées sans chercher à manipuler le lecteur.

Cela reste vrai même si le lecteur marque quelques réticence à suivre l'auteur dans toutes ses thèses. C'est avec raison, certes, qu'elle critique l'usage du concept de «réfugié politique» interprété de façon unilatérale par l'opinion politique dominante. Ainsi accepte-t-on au compte-gouttes les réfugiés politiquement gênants venus du Chili, de Bolivie, ou plus récemment de Turquie, alors qu'on accueille par ailleurs d'importants contingents d'Europe de l'Est, du Tibet ou d'Indochine si la chose paraît opportune sur le plan politique. Peut-on se préserver des demandeurs d'asile engagés «à gauche» en contrôlant sévèrement chaque cas et accueillir simultanément des contingents entiers de réfugiés pour maintenir l'image humanitaire que la Suisse aime à donner d'elle-même au monde? L'élargissement unilatéral du concept de «réfugié» à ceux que menace une «pression psychologique intolérable» est un autre exemple de traitement préférentiel appliqué aux réfugiés d'Europe centrale, alors que beaucoup d'autres, soumis à des menaces tout aussi importantes, ne sont pas pris en considération. Et pourtant, où situer les limites d'une extension du concept de réfugié aux «réfugiés de la faim» issus du Tiers Monde postulée ici? Un petit pays comme la Suisse peut-il contribuer de façon efficace à résoudre un tel problème sans entrer sérieusement en conflit avec une politique d'immigration restrictive, politique qui est surtout le reflet de ce que,

en Suisse, un habitant sur six et un travailleur sur quatre sont d'ores et déjà des étrangers? Ne susciterait-on pas une nouvelle vague de xénophobie, qui se profile du reste déjà? Et ne risquerions-nous pas, sous couvert d'une politique humanitaire, de constituer un nouveau sous-prolétariat au service de la fraction la plus réactionnaire des employeurs?

Il semble bien qu'il n'y ait pas de recettes universelles. Mais le présent livre devrait nous inciter à un regard critique sur ce qui est. Si la Suisse veut satisfaire à son projet d'offrir aux réfugiés non seulement un asile mais aussi une possibilité d'intégration sociale, il faut qu'elle renonce à ses grandes actions spectaculaires au profit d'une attitude plus généreuse à l'égard de ceux qui, individuellement, se présentent à ses portes. C'est moins le concept de «réfugié politique» qui me paraît dépassé que son interprétation trop centrée sur l'Europe. Il faut que notre politique d'asile admette enfin que la lutte pour la liberté et la démocratie se déroule dans des conditions bien plus cruelles dans le Tiers Monde (ce qui ne nous permet pas d'exclure la lutte armée) et que les régimes autoritaires qui y sévissent poursuivent comme subversives et dirigées contre l'Etat bien des activités (syndicales par exemple) parfaitement légales chez nous.

Et si nos possibilités de résoudre les problèmes par un accueil sur sol suisse paraissent limitées, il est d'autant plus urgent de se demander ce que nous pourrions entreprendre sur place, dans le Tiers Monde. La politique des réfugiés est ici en connexion directe avec l'aide au développement. Ainsi diverses œuvres, dont l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière, contribuent depuis des années à aider les réfugiés dans leur région d'origine: les réfugiés du Zimbabwe au Mozambique, les Sahraouis dans le désert algérien, les réfugiés d'Erythrée au Soudan, les syndicalistes boliviens exilés au Pérou, etc. Sans compter les réfugiés à l'intérieur d'une nation au cours d'une guerre de libération, comme au Salvador par exemple. Cette aide sur place paraît être particulièrement efficace si l'on ne se contente pas de nourrir les réfugiés mais qu'une organisation de libération prépare simultanément les structures sociales destinées à prendre place après les combats, comme c'est le cas chez les Sahraouis notamment.

Mais la meilleure aide aux peuples du Tiers Monde reste celle qui contribue à éviter qu'il y ait de nouveaux réfugiés. C'est pourquoi les organisations du mouvement ouvrier suisse – Union syndicale suisse, Parti socialiste suisse et Œuvre suisse d'entraide ouvrière – se sont associées à des œuvres d'entraide et d'aide au Tiers Monde pour créer un fonds de solidarité pour aider les luttes sociales dans le Tiers Monde. Elles ont pour but de soutenir des actions politiques et syndicales dans le cadre du combat des ouvriers et des paysans dans les pays concernés. Les possibilités de ce fonds seront certes limitées, mais c'est une tentative d'exercer une solidarité politique concrète là où on atteint les limites de la politique d'asile.

Ces quelques éléments sont destinés surtout à montrer qu'à l'intérieur du mouvement ouvrier aussi un processus de réflexion est en cours, sans qu'il soit possible pour l'heure d'en déduire des réponses définitives. Le livre de Marie-Claire Caloz-Tschopp est de nature à stimuler cette réflexion et à la propager. Il faut souhaiter qu'un large débat public s'instaure autour de ces questions généralement traitées avec trop de discrétion.